

is aan alle Belgische militairen die ooit in Rwanda gediend hebben of uitingen zoals “*Relativement à leur participation à la décolonisation et au transfert de souveraineté au Rwanda, les Forces armées belges n’ont rien à cacher, bien au contraire*” (p. 10) zetten de geloofwaardigheid van het betoog op de helling, zeker gezien de professionele achtergrond van Patrick Lefèvre. Met beschuldigingen gericht aan het adres van de Verenigde Naties lijken de auteurs bovendien veel minder problemen te hebben, wat de indruk het Belgische leger te willen vrijpleiten alleen maar versterkt.

Nochtans blijkt uit vele andere passages dat de ogen geenszins gesloten worden voor de op cruciale momenten uiterst partijdige politiek van Belgische militairen. Vooral de vier kernhoofdstukken over de periode van de dekolonisatie zijn minder polemisch. Deze zijn gebaseerd op zowel binnenlands als buitenlands archiefmateriaal. In het binnenland werden private archieven zoals de ‘*Papiers Verstraeten*’ gebruikt, evenals enkele publieke militaire archieven. In het buitenland werden het *Public Record Office* in Londen, het archief van de VN in New York en de nationale Amerikaanse archieven in Washington geconsulteerd. Dit materiaal biedt een leerrijke kijk op de dekolonisatie van Rwanda, meer bepaald op de rol van de Belgische militair Guy Logiest in de vorming van het Hutu bewind en een volledig door Hutu gedomineerde leger, de rol van de Verenigde Naties, de Congolese context (onder andere de heilige angst voor muiterijen) en de oprichting van de *Garde nationale rwandaise*.

Voor dit laatste, de oprichting van het nationale Rwandese leger, had onderzoeksperspectieven kunnen openen die door de huidige opzet van het boek onderbelicht zijn gebleven. Hoewel er over de “*garde personnelle du mwami*” (p. 49) gesproken wordt, gaan de auteurs niet verder in op het bestaan van vroegere, niet door het koloniale bewind opgerichte legers of troepen. De vraag naar eventuele confrontaties van deze troepen met de latere *Garde nationale* blijft bijgevolg onvoldoende beantwoord. Omwille van de strikte focus op de Belgische kant van het verhaal wordt de periode 1964-1990 volledig overgeslagen, wat heel wat vragen over de werking van het Rwandese leger in die jaren open laat. Een vraagstelling over de geschiedenis van het Rwandese leger vanuit een *longue durée* perspectief – uiteraard met aandacht voor de niet te onderschatten rol van Belgische militairen – was naar mijn mening een betere keuze geweest voor dit boek. Op die manier had het een bijdrage kunnen leveren tot de verklaring van de dood van meer dan 500.000 mensen in plaats van “slechts” tien.

Petra Vervust

GUY VANTHEMSCHE
«La Belgique et le Congo. Empreintes d’une colonie,
1885-1980»
[Nouvelle Histoire de Belgique, 4]
Bruxelles, Éditions Complexe, 2007, 357 p.

L’histoire des relations entre la Belgique et le Congo est généralement orientée vers l’action de la métropole dans la colonie. Il est plus rare que l’on analyse l’influence du territoire colonisé sur le colonisateur en Occident. C’est précisément l’objectif général que l’auteur s’est fixé dans le

présent ouvrage : cerner l'impact du Congo et de l'activité coloniale sur l'histoire de la Belgique. Guy Vanthemsche s'est en effet efforcé de "restituer à la colonie sa place dans l'histoire 'nationale'", dans un contexte où "les idées reçues et les prises de position passionnées fleurissent encore au-delà du cercle restreint des spécialistes".

L'auteur s'est attaché aux transformations suscitées en Belgique par sa colonie, tant sur le plan de la politique intérieure et extérieure, que sur l'économie de la métropole. Il observe ces interactions depuis la naissance de l'État indépendant du Congo (EIC) jusqu'en 1980 (en fait, cette synthèse déborde largement ce *terminus ad quem*, jusque dans les années 1990). Par contre, il a délibérément renoncé à aborder l'impact culturel et social de la colonisation sur la société belge, ainsi que la représentation du Congo et l'imaginaire colonial en Belgique. Le titre générique de l'ouvrage – sans nul doute un choix de l'éditeur – ne rend pas compte aussi clairement que le signale l'auteur dès son introduction du fait que l'étude n'aborde les relations entre la Belgique et sa colonie que sur le continent européen. Les populations blanches ou noires du Congo ne sont pas l'objet de l'étude. Nous y ajouterions volontiers la mise entre parenthèses de l'impact colonial sur les questions religieuses et idéologiques en métropole.

L'ouvrage n'en est pas moins ambitieux. Pour le réaliser, l'auteur a eu recours à un double corpus documentaire. Il s'est d'abord appuyé sur l'historiographie, offrant au grand public et aux historiens non spécialistes de l'histoire coloniale une

synthèse des publications scientifiques connues du monde académique. Mais lorsque les études récentes n'existaient pas (et cela concernait de nombreuses questions), l'auteur s'est plongé dans de multiples sources archivistiques (papiers privés, fonds documentaires de grandes sociétés, archives du Ministère des colonies récemment ouvertes, archives diplomatiques) et publiées (mémoires d'hommes politiques et du monde économique, sources officielles publiées). Cette étude est donc hybride : elle comporte une synthèse des connaissances actuelles et des avancées dans des champs neufs.

L'ouvrage s'ouvre sur un cadre contextuel relativement développé, surtout en ce qui concerne la naissance de l'État indépendant du Congo et les initiatives de Léopold II. Bien entendu, l'exercice est ardu, et l'on aurait aimé à l'occasion lire davantage de détails. Mais toute synthèse oblige à des raccourcis (exemple la question de 'l'holocauste' congolais). Cet ouvrage n'en est pas moins un excellent point de départ, qui permet de comprendre les fils rouges qui ont traversé les relations Belgique-Colonie jusqu'à aujourd'hui.

Le premier chapitre est consacré à l'origine du phénomène colonial en Belgique et à un survol succinct de ses développements jusqu'en 1960. L'auteur souligne le rôle essentiel de Léopold II dans la mise en place d'un espace colonial belge en Afrique centrale. Il pointe sa capacité à tirer parti d'un contexte national et international propice à ses projets, son aptitude à jouer des uns contre les autres tant sur le plan diplomatique qu'au sein de la classe politique et des milieux d'affaires en métropole (entre partis, mais

aussi entre personnalités), ou encore ses manœuvres diverses (financières, propagandistes) mises au service de son entreprise congolaise.

Ce tableau rapidement brossé est très éclairant sur le peu d'enthousiasme, voire l'hostilité de l'entourage immédiat du Roi, mais aussi de la société belge dans ses diverses composantes, à l'égard de la mise en place d'un empire d'outre-mer. Il resitue utilement les réticences d'un jeune État libéral en plein essor économique, et tenu à une stricte neutralité, envers les entreprises léopoldiennes qui risquaient de mettre en péril tant sa prospérité que sa position politique en Europe. Tout au long de sa synthèse, l'auteur revient sur l'impact des prémices de l'entreprise coloniale belge, des manœuvres de Léopold II et des réticences belges sur la suite des relations Belgique-Congo.

Après cette introduction essentiellement consacrée à l'État indépendant du Congo, l'auteur se lance dans l'examen de trois grands secteurs de la vie métropolitaine : la politique intérieure, la politique extérieure, l'économie belge. Ces trois thèmes sont abordés successivement pendant la période léopoldienne, pendant la colonie proprement dite, puis après les indépendances.

L'auteur analyse de manière approfondie l'impact du projet colonial sur la politique intérieure belge. Il démontre la manière dont s'est opéré le glissement entre la méfiance affichée de la classe politique belge à la fin des années 1880 et l'acceptation de la reprise du Congo par la Belgique en 1908. Cette évolution est notamment liée à un changement de

majorité politique, mais aussi à la mise en place progressive de liens entre la Belgique et le Congo (liens personnels, financiers, religieux). L'auteur examine également les luttes politiques belges autour de la question coloniale avant la Première Guerre mondiale. Plusieurs questions ont en effet provoqué des débats au sein du Parlement et de l'opinion publique, ainsi qu'entre partis politiques (l'introduction du système domaniale, le non-remboursement par l'EIC d'un prêt consenti par l'État belge, la campagne internationale anti-congolaise...).

Vanthemsche examine ensuite la période de la colonie proprement dite (1908-1958) en se penchant sur diverses strates (institutions coloniales en Belgique, vie du gouvernement, du Parlement et des partis, luttes électorales et débats publics). Il apparaît que, hormis dans la vie politique quotidienne, l'impact de la colonie sur la métropole fut très faible. Le Congo n'est pas un argument électoral et ne fait débat qu'aux abords de la reprise de 1908, puis des remous de l'indépendance. Les cabinets coloniaux ne semblent guère prisés ni valorisés. Par ailleurs, ils sont généralement confiés à des techniciens plutôt qu'à des politiciens.

L'auteur insiste – à raison – sur une caractéristique de la gestion coloniale belge : la prise de décision y était l'apanage de cénacles restreints d'hommes influents dans les secteurs économiques et missionnaires, à la marge de la vie politique générale. Le Parlement ne s'occupait guère de la colonie qu'au moment de l'examen des comptes et budgets. On aurait aimé en lire davantage à ce propos. Par exemple, qui faisait partie de ces cercles officieux,

quelles personnalités faisaient la pluie et le beau temps en matière de politiques coloniales, pourquoi avaient-elles fait le choix d'une influence en chambre plutôt que sur la place publique ? L'action de ces milieux a-t-elle favorisé la nomination de catholiques au poste de ministre des Colonies ? (En effet, les quatre cinquièmes du temps, cette fonction se trouva attribuée au Parti catholique).

Si la colonie ne faisait guère débat, c'est qu'il existait un très large consensus sur le bien-fondé de la souveraineté belge au Congo au sein des diverses couleurs politiques. Aucun courant anticolonialiste d'importance n'émergea en Belgique pendant la période coloniale. Le Congo était considéré comme une affaire nationale, qu'il fallait protéger des influences extérieures. C'était un état d'esprit qui laissait "peu de place aux débats politiques internes". Les premiers résultats de gestion coloniale portant rapidement leurs fruits après le laisser-faire de la période léopoldienne, le Congo prit progressivement une place de choix dans le discours officiel sur la Patrie, devenant un fleuron du sentiment nationaliste belge.

À quelques occasions, le Congo se fraya une place dans les débats politiques. Par exemple, le problème de la main-d'œuvre et de l'industrialisation accélérée du Congo durant les années 1920 mit dos à dos le courant indigéniste (dans lequel on comptait bon nombre de missionnaires, des démocrates-chrétiens, des socialistes et des libéraux progressistes) et les grandes sociétés privées ou leurs représentants politiques. La place des missions dans le système colonial belge fit aussi débat, tout comme la question 'communautaire', la vie

administrative et publique au Congo se déroulant principalement en français. Ces deux questions émergèrent tardivement (après la Seconde Guerre mondiale) sur la place publique. De manière générale, les positions divergentes sur les questions coloniales s'exprimaient à huis clos au sein du monde politique belge.

L'auteur consacre un développement assez long à l'impact de la situation congolaise sur la politique intérieure belge autour de l'indépendance. Il souligne les nombreuses tensions liées à l'interprétation de la nature des relations entre la Belgique et sa colonie. Celles-ci apparurent après la Seconde Guerre mondiale, les premiers à envisager des solutions pour une transition appartenant au Parti social-chrétien. Une commission du PSC prôna en effet l'idée d'une "communauté belgo-congolaise". Ses réflexions furent interrompues par le changement de majorité et l'arrivée au pouvoir d'un cabinet libéral-socialiste en 1954. Il serait intéressant de vérifier si les mouvements de soutien aux missions, bien implantés en Belgique, ont joué un rôle dans la 'primeur' de cette réflexion au sein du parti catholique.

L'auteur propose également un développement fort intéressant sur les solutions imaginées pour une transition progressive vers une plus grande autonomie du Congo, notamment l'idée de la création d'une vice-royauté, qui sembla en vogue dans les milieux proches du Palais royal. Il y signale en outre les initiatives de Baudouin, notamment son discours de 1959 annonçant la voie de l'indépendance du Congo. Néanmoins, *in fine*, l'impact des événements de l'indépendance sur la politique intérieure belge fut limité. Le

Congo ne faisait pas recette dans les débats politiques, même s'il était à l'origine de tensions au sein du gouvernement, ainsi qu'entre le gouvernement et le Palais. C'est en effet une des conclusions de l'auteur : "dans aucune autre matière l'action du Roi n'a été aussi forte que dans le dossier colonial", alors que le Congo n'a eu que peu d'impact sur les institutions, la vie et la politique gouvernementale, ou encore sur l'opinion publique belge.

Le chapitre centré sur la position extérieure de la Belgique débute par un bon éclairage sur le contexte général et renverse un certain nombre de clichés et de lieux communs (par exemple les liens supposés entre la naissance du Congo et la conférence de Berlin). Il insiste sur le traumatisme psychologique de la Belgique suite à la campagne anti-congolaise lancée depuis la Grande-Bretagne. Le poids de l'EIC sur la classe politique belge et sur sa diplomatie est un vrai fil rouge de l'histoire coloniale belge. Cet ouvrage démontre l'articulation entre cette "mauvaise conscience", cette blessure narcissique des élites belges sur la scène internationale autour de la question congolaise, non seulement au début du *xxe* siècle, mais tout au long de la période coloniale, et encore partiellement aujourd'hui. Autour de la Colonie, il est finalement beaucoup question de l'identité de l'État belge et de l'image qu'il veut donner de lui-même à l'étranger, mais aussi qu'il aimerait avoir de lui-même.

Si l'auteur s'attarde peu à la position de l'opinion publique et aux représentations mentales de la population, il aborde plusieurs questions fort intéressantes, et de manière assez novatrice. Par exemple,

il souligne le rôle négatif de la colonie sur les relations extérieures de la métropole, perçue comme le fief de défenseurs d'un colonialisme d'arrière-garde. Ceci découlait du protectionnisme installé par la métropole à l'égard du Congo, alors que sa position générale en politique étrangère prônait l'ouverture et l'internationalisme. La Belgique y est clairement décrite en position de repli, freinant son intégration internationale (notamment en cherchant à maintenir le Congo en dehors d'une Europe plus unifiée). C'est un revirement par rapport aux nombreuses publications et à l'opinion généralement répandue que le Congo fut un plus significatif pour la Belgique sur le plan international. Intéressants également, les paragraphes consacrés aux relations entre le gouvernement de Londres et les autorités de Léopoldville, ou encore les hypothèses autour de Léopold III qui aurait un temps envisagé de céder une partie du Congo à l'Allemagne pour apaiser les relations entre les deux pays.

Mais le fil rouge de ce chapitre de politique étrangère tourne autour du caractère purement belge de l'entreprise coloniale après la Première Guerre mondiale. On y découvre la volonté, affichée par la métropole, de maintenir le Congo en vase clos, de l'isoler vis-à-vis du reste du monde. Ce faisant, la Belgique voyait systématiquement le danger à l'extérieur, ce qui l'empêcha d'anticiper la remise en question par les Congolais eux-mêmes de la souveraineté belge sur le Congo.

Cette volonté de vase clos passait aussi par des stratégies visant à éviter toute colonie de peuplement. Ceci eut pour effet d'éloigner la colonie de l'opinion

belge métropolitaine. En parallèle, la peur persistante d'une condamnation internationale ou d'un jugement de mauvaise gestion coloniale aboutit à l'élaboration d'un discours sur une colonie modèle, qui finit par persuader les classes politiques, et dans une certaine mesure l'opinion publique, que cette assertion était réalité. La colonie devint une question d'honneur national.

L'auteur est spécialiste en histoire économique. Le chapitre consacré à cette thématique compte parmi les plus intéressants de cette synthèse, notamment parce qu'il s'aventure dans des champs encore largement inexplorés par la recherche scientifique actuelle. Vanthemsche remet en question les simplifications issues de la propagande et de l'idéologie officielle, notamment le fait que la colonie a été un bienfait pour l'économie de la métropole. Il relève les difficultés inhérentes à l'histoire économique des relations entre le Congo et sa métropole : le bilan financier public est relativement aisé, mais il en va tout autrement de celui du secteur privé. Or les grandes entreprises privées ont joué un rôle essentiel dans la colonie, et dans les relations entre la Belgique et le Congo.

Pour retracer la complexité des liens entre le Congo et la métropole, l'auteur quitte le schéma chronologique pour avancer selon des lignes thématiques. Nous ne pouvons présenter ici tous les développements proposés par ce dernier. Contentons-nous de signaler qu'il examine le commerce extérieur entre autres par le biais des flux de marchandises et de capitaux, les concentrations financières, les choix économiques. Sa tâche est d'autant plus complexe que peu de synthèses

récentes examinent les effets du Congo sur la structure économique interne de la Belgique. Le Congo a été plus important pour les importations belges que pour les exportations. Les services de transport, d'administration et d'assurances, ainsi que les revenus sur investissement ont joué un rôle sur la balance des comptes belge. Par contre, les ventes au Congo n'ont guère pesé dans cette balance.

Selon l'auteur, la métropole aurait à plusieurs reprises et dans plusieurs secteurs fait des choix qui l'avantageaient au détriment de sa colonie. C'est notamment le cas à propos de la politique des emprunts coloniaux, du peu d'accès du Congo aux marchés financiers, mais aussi de la politique monétaire qui lia le franc congolais au franc belge et à ses avatars répétés. C'est également dans une perspective économique que l'auteur revient sur la Seconde Guerre mondiale. En effet, les milieux économiques belges, d'abord peu partisans de l'alignement du Congo sur les Alliés, finirent par basculer dans le camp britannique. Les liens entre le monde économique et politique pesèrent dans la balance. Le choix d'une aide économique (bien avant que la question d'une adhésion militaire ne soit abordée), qui fit participer le Congo à l'effort de guerre, a joué un rôle déterminant dans la politique étrangère et intérieure belge. Sans le Congo, selon Vanthemsche, il n'est pas du tout certain que la continuité du pouvoir gouvernemental légitime belge aurait été assurée pendant la guerre.

Le dernier chapitre scrute les relations entre la Belgique et le Congo indépendant. Ce chapitre nous semble obéir à une logique différente du reste de l'ouvrage :

on s'y promène davantage au Congo qu'en Belgique, et l'on y croise surtout Mobutu. Mais il est vrai que ce domaine de recherche est encore largement à défricher.

L'auteur précise d'entrée de jeu que "la Belgique s'est remarquablement bien sortie d'une décolonisation brusque et agitée", contrairement à son ancienne colonie. Il retrace chronologiquement les soubresauts qui ont émaillé les relations diplomatiques entre l'ancienne métropole et le Congo. Quel en fut l'impact sur la Belgique ? Principalement une désastreuse image internationale, à tout le moins pour les premières années de l'indépendance, suite aux ingérences militaires belges dans cette région d'Afrique centrale. Ensuite, l'accession au pouvoir de Mobutu obligea la diplomatie belge "à avaler de nombreuses couleuvres". Malgré les rebuffades et autres camouflets, la Belgique hésita à rompre les ponts, notamment parce que les autorités estimaient que cela reviendrait à "réduire l'audience internationale du pays". L'auteur souligne encore les liens personnels tissés par le président congolais avec des hommes politiques, des journalistes et des hommes d'affaires belges, mais aussi avec le roi Baudouin.

Au final, cet ouvrage traite de la Belgique et du Congo en tant qu'entités politiques, via leurs représentants. On y trouve une excellente présentation des rouages politiques et administratifs, peu sur le rôle des individus, à l'exception de quelques-uns, dont Léopold II, Mobutu, Ryckmans ou Baudouin. Les élites politiques administratives, politiques et économiques, officielles ou officieuses, presque toujours européennes, y tiennent

la vedette. L'opinion publique, les petites entreprises et le colonat n'y sont pour ainsi dire pas abordés. De même, les milieux missionnaires et ecclésiastiques, les cercles culturels et scientifiques, les acteurs sociaux (on connaît le rôle des syndicats dans notre pays) y sont peu présents, voire totalement absents. C'est un de nos regrets, car l'analyse de ces sphères de réflexion, de décision et d'action aurait peut-être révélé d'autres lignes de partage. Notre interrogation est d'autant plus vive que l'auteur souligne dès le départ le poids important des cénacles officieux, tant économiques que missionnaires, sur la conduite des affaires coloniales. Pourtant, par la suite, il n'analyse que le rôle des premiers. C'est un choix compréhensible dans le cadre d'une synthèse forcément succincte, mais cette option entraîne une minimisation du poids considérable des missions dans la pratique et l'élaboration de diverses politiques coloniales (enseignement, santé, émancipation des élites africaines au Rwanda et au Burundi...). Il serait étonnant que les milieux missionnaires n'aient eu aucun impact dans une métropole où le poids de l'Église catholique était tout sauf anodin. Il existe d'ailleurs une série de travaux concernant son rôle dans plusieurs questions coloniales et débats en métropole.

La synthèse de Guy Vanthemsche n'en reste pas moins une excellente introduction à l'un des pans des relations entre la Belgique et le Congo : celui que l'on peut observer en métropole. Il s'agit d'une approche relativement classique, orientée exclusivement vers les élites, mais très rigoureuse, soigneusement documentée, nuancée et ouverte sur de nouvelles problématiques.

En ces temps d'incertitudes identitaires qui traversent la plupart des sociétés occidentales, il est intéressant de constater que la colonie agit comme un révélateur des failles et des inquiétudes de la métropole. Vanthemsche souligne en effet que les complexes belges face à la communauté internationale et les contours flous de l'identité belge en constituent un des fils rouges. L'auteur démontre également combien la question coloniale de manière générale et les interrogations sur les capacités de la métropole à administrer des territoires d'outre-mer furent des sources de frictions entre la métropole et la colonie, entre le Roi et la classe politique, entre les diverses mouvances politiques, et enfin entre des personnalités et des courants au sein de ces partis.

Le lecteur n'y trouvera pas un bilan global, ni des réponses simples. C'est tout à l'honneur de son auteur de souligner les nombreuses zones d'ombre et les multiples problématiques qui restent en friche. C'est d'ailleurs un des grands mérites de cette synthèse : témoigner de la richesse d'un champ de recherche souvent sous-estimé par les historiens belges, ainsi que des nombreuses possibilités qui s'offrent aux futurs historiens intéressés par le passé de leur pays et de ses territoires d'outre-mer.

Anne Cornet

IV. Histoire politique / Politieke geschiedenis

MAARTEN VAN GINDERACHTER

**«Het rode vaderland. De vergeten geschiedenis van
de communautaire spanningen in het Belgische
socialisme voor WO I»**

Tielt, Lannoo/AMSAB-ISG, 2005, 494 p.

In *Het rode vaderland* stelt Maarten Van Ginderachter zich tot doel de 'vergeten geschiedenis' van de communautaire spanningen in het Belgische socialisme – of de Belgische Werkliedenpartij (BWP) – vóór de Eerste Wereldoorlog te reconstrueren. "Welke was de nationale identiteit van de Belgische sociaal-democraten voor WO I" is de hoofdvraag en het onderwerp van dit boek. Terecht preciseert de auteur dat nationale identiteit geen statische betekenis heeft, omdat die onderhevig is aan contextgebonden veranderingen, en benadrukt hij vervolgens het verschil met het dynamische evolutieproces van nationale identificatie (het proces van identiteitsvorming). De taak die Van Ginderachter zich heeft gesteld, is daarom alleen al allerminst een sinecure. Bovendien blijkt uit zijn toelichting van de begrippen 'natie' – 'etnie' – 'vaderland' hoe moeilijk het is duidelijk en strikt onderscheiden theoretische concepten te hanteren, omdat men in het empirisch onderzoek vanzelfsprekend geconfronteerd wordt met de discrepantie tussen de huidige theorievorming en de 'concepten' die de auteur in hoofdzaak in geschreven verhoogbronnen – in twee talen – heeft aangetroffen. Eigentijdse verhoogproducenten hanteerden begrippen als 'volk', 'ras', 'nation', 'people', 'staat', 'patrie' en 'vaderland' immers tegen een sterk veranderlijke en zeer bewegende